

Le destin de ChatGPT et l'IA générative en jeu dans ce procès crucial

Le New York Times poursuit Microsoft et OpenAI en justice

Le New York Times accuse Microsoft et OpenAI de plagiat, mettant en péril l'avenir de l'IA générative.



Le New York Times // Source: Photo de Stéphan Valentin sur Unsplash

Le New York Times a révélé son intention de poursuivre en justice Microsoft et OpenAI pour préserver ses droits intellectuels face à l'intelligence artificielle.

Les accusations du New York Times

Le New York Times affirme que Microsoft et OpenAI ont illégalement utilisé le contenu journalistique du média, datant de plus de 170 ans, pour alimenter leurs technologies d'IA générative, telles que ChatGPT et Bing Chat (anciennement Microsoft Copilot).

Le média reproche à ces entreprises de tirer profit de son travail de longue haleine sans aucune compensation, en violation des lois strictes sur le droit d'auteur et la

propriété intellectuelle aux États-Unis.

En plus du plagiat, le New York Times met en avant la qualité exceptionnelle de ses écrits, fruit d'un travail humain minutieux et professionnel, en comparaison avec d'autres contenus moins pertinents pour l'IA.

Question cruciale sur le copyright en IA

Ce contentieux soulève une problématique majeure concernant le respect du droit d'auteur dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les outils basés sur des modèles linguistiques massifs ont déjà été critiqués pour leur potentiel de plagiat, de même que dans la génération d'images de manière très fidèle à des œuvres existantes.



ChatGPT peut copier un extrait d'article normalement bloqué derrière un paywall

Cette affaire fait suite à d'autres tensions sur l'utilisation commerciale des données par l'IA, notamment dans l'industrie du cinéma et du jeu vidéo.

Un procès décisif pour l'avenir de l'IA

Ce procès initié par le New York Times pourrait potentiellement redéfinir les règles du jeu pour l'utilisation des technologies d'IA générative. Il met en lumière l'importance pour les entreprises de ce secteur de respecter les droits d'auteur et de rémunérer équitablement les détenteurs de contenus utilisés.

Le média soutient sa plainte avec une documentation approfondie et réclame des dommages et intérêts de plusieurs milliards de dollars, mettant ainsi en lumière l'ampleur

financière de cet enjeu.
